

Office de commercialisation des produits forestiers du Nord

On représente plus de 8 000 propriétaires!

De la négociation pour obtenir le meilleur prix possible pour le bois à l'encouragement de bonnes pratiques d'aménagement de leurs terres, l'Office de commercialisation des produits forestiers du Nord (OCPFN) est au service des propriétaires de lots boisés privés. « Tout propriétaire qui appartient dix hectares ou 25 acres sont automatiquement membres de l'Office et nous pouvons les aider », explique le gérant général, Patrick Doucet.

Cette agence couvre le nord de la province à partir de Saint-Quentin jusqu'à Miscou et elle représente plus de 8000 propriétaires de lots boisés privés. L'Office de commercialisation négocie donc en leur nom les contrats avec les moulins et, fort de ses milliers de membres, il peut ainsi obtenir de meilleurs prix contrairement à un producteur qui négocie seul pour vendre son bois.

LA SYLVICULTURE

« Du côté de la sylviculture, c'est un terme qui englobe plusieurs de nos activités, surtout la plantation, mais aussi les éclaircies précommerciales, les coupes sélectives, les plans d'aménagement, de l'éducation, etc. », de dire M. Doucet.

De nombreux propriétaires les contactent pour déterminer la meilleure façon d'exploiter leurs terres et le gérant général souligne qu'il est préférable de faire appel à leurs services avant même de couper des



Patrick Doucet

arbres. Une visite exploratoire du terrain en compagnie de la personne propriétaire du terrain permettra de cerner les options pour atteindre les objectifs désirés.

UN BUDGET INADÉQUAT

À l'heure actuelle, les ressources forestières de son territoire sont amplement suffisantes pour atteindre les quantités de coupes annuelles permises. Cependant, le manque de main-d'œuvre se fait sentir pour



effectuer les travaux nécessaires sur les terres.

Patrick Doucet souligne que le budget provincial pour la sylviculture n'est que de cinq millions par année, ce qui représente une forte diminution comparativement aux années 1990 à 2000.

« Il est très difficile de planifier quand on ne sait jamais quel va être le budget et il pourrait avoir des coupures. Nous insistons depuis longtemps afin d'obtenir un budget à long terme pour la sylviculture dans la province », note-t-il en mentionnant les conséquences néfastes de cette situation sur les embauches dans ce secteur d'activité.

Pour plus d'information:
www.forestry.syndicate.com